

Burundi : Craintes pour un journaliste arrêté par les services secrets

RFI, 16 juin 2013 Journaliste arrêté au Burundi : les explications des services de sécurité ne rassurent pas Au Burundi, les services secrets ont été obligés de s'expliquer hier, après la découverte par le syndicat des journalistes qu'un collègue de la radiotélévision officielle, porté disparu depuis jeudi, se trouvait en réalité entre les mains du Service national de renseignement (SNR). Il accuse le journaliste d'être atteint à la sécurité intérieure de l'Etat. Pas de quoi rassurer l'Union burundaise des journalistes (UBJ), lorsque l'on songe à la réputation sulfureuse de ce service. Le service national de renseignement est finalement sorti de son silence, au troisième jour de la détention de Lucien Rukevya. Le porte-parole du SNR, Théophile Bigirimana, a confirmé à RFI que le journaliste burundais avait été arrêté en compagnie de trois autres personnes : Ignace Bankamwamo, professeur d'université et ancien ministre, cet homme approche plutôt les 70 ans, et, surtout, deux Congolais rwandophones présentés par les services secrets burundais comme des membres de la rébellion congolaise du M23. L'un d'eux, Shaka Jean-Marie Muhoza, serait colonel au sein de ce mouvement actif dans le Nord-Kivu en RDC. Documents compromettants Selon toujours le service de renseignement du Burundi, ils ont été arrêtés en possession de documents compromettants et sont tous accusés d'être atteints à la sécurité intérieure de l'Etat. Mais toutes ces explications n'ont pas réussi à calmer l'inquiétude de l'UBJ. Son leader, Niyungeko, continue d'exiger que le journaliste soit entendu en présence de son avocat. « Nous sommes autant inquiets », insiste le leader syndical, « que des détenus ont souvent été torturés dans les cachots des services secrets burundais, parfois jusqu'à la mort ».